

Union pour la Défense de la République

U. D. R.

Election des Députés à l'Assemblée Nationale

(23 Juin 1968)

4e Circonscription du Calvados

Chères Electrices, Chers Electeurs,

La législature de l'Assemblée Nationale n'a duré que **15 mois** : je me représente à vos suffrages avec Alain LECORNU.

Pourquoi si tôt ?

— La **cause directe**, vous la voyez : la violence, le désordre, la vie de tous les citoyens paralysée ou gênée.

Des révolutionnaires, et en premier un étudiant allemand, injurient toute autorité ; le drapeau noir ou rouge chasse le drapeau tricolore ; le droit de grève est trop souvent détourné par une minorité violente contre le droit au travail.

Des **ambitieux**, comme Mitterand ou Mendès-France, se hâtent de profiter du désordre et se partagent déjà le pouvoir contre les votes du Parlement, au mépris du suffrage universel. « Après quoi ces personnages ne pèseraient pas plus que leur poids, qui ne serait pas lourd. » Ils ouvriraient la voie à la dictature communiste.

— Le **but** de ces élections hâtives est alors clair ;

L'APPEL EMOUVANT DU GENERAL DE GAULLE LE 30 MAI L'A BIEN DEFINI :

La parole vous est légalement donnée. DITES :

— si vous êtes pour ceux qui ont fait ou approuvé le **désordre**, comme les candidats du **PARTI COMMUNISTE**, de la **FEDERATION** et du **P. S. U.**

— pour celle qui veut s'asseoir entre deux chaises, au **CENTRE**, alors qu'il s'agit de défendre la République.

— pour celui qui, dans la crise nationale actuelle, ne songe qu'à des intérêts particuliers, **SANS ETIQUETTE** !

OU SI VOUS M'APPROUVEZ D'AVOIR AUSSITOT COMBATTU A L'AVANT-GARDE en contribuant à fonder les C. D.R., en secouant les parlementaires complices, en appelant à l'union de tous pour défendre la liberté.

Notre permanence à Caen a été incendiée.

Fort de votre confiance, si vous me réélisez, **JE M'OPPOSERAI PAR TOUS LES MOYENS A LA DICTATURE COMMUNISTE.**

× × ×

Avec vous, je veux travailler pour que le **PROGRES DE LA FRANCE** ne soit pas interrompu.

Assez de **Contestation**, la maladie à la mode des intellectuels révolutionnaires,

mais des idées claires, des convictions fermes, et **Conciliation**, chaque fois qu'il est possible, comme les Normands le savent bien.

C'est ce qui est nécessaire à la **JEUNESSE** d'abord :

Lui avons-nous assez donné l'exemple : Famille, Ecoles, Eglises, Anciens Combattants, etc... ?

Commençons par croire solidement à quelques vérités. **Tout critiquer, c'est la facilité et la destruction.**

Devant des adultes respectueux de leur Patrie, convaincus de la valeur du devoir, de la nécessité du travail et de la discipline pour une action collective quelle qu'elle soit, les jeunes pourront discuter, s'opposer même, mais du moins ils trouveront une **base solide** pour aller plus loin.

Chaque fois que j'ai fait appel à eux pour une cause généreuse, comme Président de la Confédération Européenne des Anciens Combattants ou de l'Association des Volontaires du Progrès, pour l'**Europe ou les peuples malheureux**, ils ont répondu magnifiquement.

SI JE NE CROIS PAS A LA CONTESTATION, JE CROIS AU DIALOGUE — que ce soit pour réformer l'Université,

— que ce soit pour assurer aux travailleurs des campagnes et des villes des avantages sociaux réels (et non illusoires par le déficit du budget et la hausse des prix) sans sacrifier les **Retraités** et les **Anciens Combattants.**

C'est ce dialogue que le Pouvoir doit instituer.

Et pour celà il faut d'abord un pouvoir ; il faut **maintenir la majorité cohérente et les institutions stables de la Ve République** : tout le retard comblé depuis dix ans, tout ce qu'on a pu entreprendre, c'est la solidité de l'Etat qui l'a rendu possible.

Et devant l'insurrection des dernières semaines, qu'auraient fait un Président et un Gouvernement faibles comme ceux de la IVe ? Ils auraient disparu « dans une trappe », sur les sommations de M. Mitterand.

Mais comme je n'ai cessé de le rappeler publiquement depuis dix ans, la stabilité exige un constant souci d'éviter que les Ministres ne soient ou ne deviennent des fonctionnaires d'exécution. Ce sont des hommes convaincus, non des techniciens sceptiques, qui peuvent mener un dialogue profitable.

C'est en tout cas pour notre région ce dialogue que nous maintenons au maximum, Alain Lecornu et moi. Nous nous connaissons bien les uns et les autres. La porte de nos permanences vous est toujours ouverte : téléphone, lettres, visites, réunions établissent un contact étroit.

× × ×

Avec vous, je veux travailler au **PROGRES DE NOTRE REGION,** aux **MUTATIONS** que **NOUS IMPOSE LA VIE MODERNE.**

Aucune mutation n'est plus importante ni plus difficile que celle de l'**AGRICULTURE ET DE LA VIE RURALE**, et elle nous concerne directement en Basse-Normandie et spécialement dans la circonscription de Bayeux (51,7 % de population active agricole, 68 % dans le canton de Caumont, et 20 % en moyenne pour la France). Le **commerce** et l'**artisanat** dépendent ainsi avant tout de la prospérité agricole.



C'est la vérité que j'ai proclamée sans me lasser depuis mars 1967 à l'Assemblée Nationale, au Parlement Européen et dans la presse parisienne ; le **GRAND PROBLÈME SOCIAL DE LA FRANCE DU XXe SIÈCLE, C'EST LA CONDITION RURALE** comme c'était au XIXe siècle la condition du prolétariat industriel.

Comment faire face, dans un pays comme le Bessin, à la croissance des villes et de l'industrie, aux difficultés agricoles ?

Depuis plus de 20 ans, à la Sous-Préfecture puis à l'Assemblée, je me consacre avec vous à résoudre ces problèmes

Le résultat de nos efforts apparait au **dernier recensement.**

Si la diminution des petites communes est encore sensible, pour la première fois depuis plus de 100 ans (recensement de 1851) l'exode rural est stoppé : la population de l'arrondissement de Bayeux (58.100) a augmenté de 1 % depuis 1962 et Creully-Tilly améliorent encore le résultat ; si l'on quitte le village, on reste désormais dans une ville du Bessin.

Notre action s'est exercée et s'exerce dans 3 secteurs principaux :

— le tourisme et les relations avec l'extérieur
— les centres et Bayeux au premier rang
— l'agriculture.

I. — NOUS OUVRIR AUX RESSOURCES DE L'EXTÉRIEUR

— en améliorant les relations — **routières :** réfection R.N. 13 Bayeux-Isigny ; trois voies entre Caen-Bayeux (1 milliard).
— **téléphoniques :** automatique dans la Poste neuve de Bayeux, câble Bayeux-Port ; extension du semi-automatique.
— en faisant appel au **tourisme :** aide du Comité du Débarquement sur la côte : plans d'eau, piscine ; extension du village de vacances de Colleville, route en front de mer de Colleville à Saint-Laurent ; aide de l'Office National des Forêts pour Balleroy. La saison et les résidences secondaires doivent apporter aux artisans et commerçants locaux l'apport nécessaire à leur maintien.

II. — AMÉLIORER NOS CENTRES URBAINS

— **Bayeux,** notre capitale, atteint 12.900 habitants au dernier recensement (le plus fort pourcentage d'augmentation de Basse-Normandie : + 21.35 %).
— **Isigny,** notre seconde ville, augmente de 2,5 % malgré la suppression de l'internat privé. Nos **chefs-lieux de canton** et **centres importants** se maintiennent ou progressent.
— **Port-en-Bessin,** notre grand port de pêche, dont un troisième bassin va accroître l'activité, est en hausse de près de 9 %.

L'Equipement scolaire est poursuivi : à Bayeux l'achèvement du lycée technique ; 10 classes primaires au lotissement Guillaume-le-Conquérant ; études pour 2 autres groupes scolaires primaires. A Isigny, construction du C.E.S. et financement d'un internat de quatre-vingt-seize lits.

Pour les **créations d'emplois,** en 1967 comme en 1966, Bayeux avec ses communes voisines, reste la première des villes de Basse-Normandie en pourcentage d'augmentation : + 16,21 %.

Elle se classe ainsi désormais au quatrième rang des villes du Calvados pour le nombre d'emplois, dépassant Condé, Honfleur, Mézidon... en voie d'atteindre la troisième place après Caen et Lisieux.

Les **logements** enfin doivent suivre : programmes nouveaux de 1968 : à Bayeux 158 H.L.M., à Isigny 40 H.L.M. et 37 lots prévus, P.R.L. à Isigny, Caumont et Le Molay-Littry.

Ce développement est le meilleur atout du **commerce local,** dont l'adaptation reste difficile.

III. — MENER UNE POLITIQUE AGRICOLE dont le but ne peut pas être seulement économique, mais social aussi, pour maintenir le plus grand nombre possible d'exploitations familiales viables.

Il faut donc **ORGANISER LES MARCHÉS POUR SOUTENIR LES PRIX,** et cela désormais au **niveau européen,** où les prix sont fixés en unités de compte-dollars.

Cela est particulièrement nécessaire pour le **poisson** qui fait l'objet d'une concurrence redoutable à l'intérieur même de la Communauté : j'ai demandé à Paris qu'aucune charge nouvelle ne soit imposée à notre flotte de pêche et à Bruxelles que les intérêts français soient respectés.

Par des interventions répétées au Parlement Européen, je me suis efforcé de convaincre nos collègues des cinq autres nations et les Commissaires européens de la nécessité d'une protection efficace des frontières (notamment contre les importations de l'Est) pour la viande et d'une politique globale des matières grasses permettant de valoriser les produits laitiers : refus de la baisse proposée du prix du lait ; augmentation du prix d'intervention du beurre ; taxe sur les matières grasses végétales...

Dans cette défense des justes intérêts agricoles, conduite en étroite liaison avec les organisations professionnelles, j'ai constaté que les parlementaires français de la Fédération (groupe socialiste européen) s'abstenaient ou votaient contre.

Malgré eux et malgré le Commissaire européen à l'Agriculture, M. Mansholt, avec qui j'ai eu une controverse très vive, nous avons voté deux projets de règlement viande et produits laitiers, qui ont permis à M. Edgar Faure de faire accepter à ses cinq collègues des textes convenables.

Il faut en même temps **AIDER A L'AMÉLIORATION DES STRUCTURES ET DE L'ÉQUIPEMENT,** tout en se gardant de créer hâtivement des entreprises industrielles d'élevage, non rentables et condamnant trop d'exploitations familiales à n'être plus viables.

Rapporteur de la **loi foncière,** qui prévoit les expropriations de terrains agricoles pour bâtir, j'ai défendu avec vigueur les propriétaires et les exploitants. Les organisations nationales agricoles m'ont remercié de mon action.

Un progrès essentiel, c'est le remembrement : la propagande se fera par l'exemple ; les crédits ont été obtenus.

L'amélioration décisive porte sur l'ADDUCTION D'EAU.

Après avoir obtenu que les crédits pour 5 ans passent de 5 à 7 milliards en Basse-Normandie, j'ai obtenu pour la circonscription de Bayeux une **attribution exceptionnelle** de crédits pour 1968 et 1969, s'ajoutant au programme normal ; tous les syndicats participent à ces 820 millions d'anciens francs de travaux supplémentaires, qui devraient permettre de terminer pratiquement la desserte de tout le secteur fin 1970.

× × ×

Ce que nous avons pu faire, ce que nous ferons, exige l'**ORDRE RÉPUBLICAIN.**

— **LA MUTATION POUR LE PROGRÈS : OUI.**
— **LA RÉVOLUTION POUR LA RUINE : NON.**

ASSEZ DE VIOLENCES, DE DRAPEAUX NOIRS OU ROUGES !

LE DRAPEAU TRICOLORE, C'EST LE SEUL QUI PUISSE NOUS RÉUNIR TOUS !

Vive la France !

Raymond TRIBOULET
Député,
Membre du Parlement Européen,
Conseiller Général,
Ancien Ministre.

REMPLAÇANT ÉVENTUEL :
Alain LECORNU
Conseiller Municipal de Nonant,
Membre de la Chambre d'Agriculture,
Ancien Député.

RENAISSANCE DU BESSIN-BAYEUX